



BP 545 50015 St-Lô Cedex

sgen50@wanadoo.fr

Infos syndicales

Date : octobre 2011

Mercredi 12 Octobre de 9h à 12h

Coutances : attention ! au lycée la Roquette, .

Saint-Lô : à l'IUT; . Granville : CNRG

Ordre du jour :

- les dossiers de rentrée ; le problème des Clis, ULIS, la précarité des EVS,
- Les élections professionnelles.
- les conséquences pour chacun de la gestion des PE par le Rectorat.
- la suite de notre travail sur le mal-être au travail.

Cette réunion remplace une animation pédagogique. Pour y participer vous devez juste en informer votre IEN. (voir modèle de lettre) actualite50ristt.html

Grève du 27 septembre

Pour dénoncer les suppressions de postes, tous les syndicats de l'EN appellent à faire grève le mardi 27 septembre. Dans notre département deux manifestations sont prévues à 10h30 : Cherbourg Place de la mairie et à St-Lô plage verte.

Ces manifestations seront suivies de réunions débats.

Les PE doivent faire une déclaration préalable auprès de l'Inspection. Elle doit parvenir 48H avant la grève à l'Inspection académique service DIPER. Vous devez la transmettre directement par voie postale ou par fax (02.33. 57.97.08 ou 02.33.57.39.41) ou par mail (dans ce cas, vous devez utiliser votre adresse professionnelle "prenom.nom@ac-caen.fr" et envoyer le mail à ia50-greves@ac-caen.fr).

Imprimé intention de grève : actualite50greve.html

Depuis l'élection de M. Sarkozy, les rentrées se suivent et se ressemblent : entre 12000 et 16000 postes supprimés chaque année.

L'an dernier ces suppressions ont donné lieu à des manifestations sans précédent : parents , élus locaux, enseignants se sont mobilisés ensemble contre les fermetures de classes. De nombreux députés qui avaient pourtant voté le budget de l'EN affichaient leur soutien aux parents et élus locaux et dénonçaient aussi les fermetures de classes dans leur département.

Aujourd'hui, ces mêmes députés doivent voter le budget de 2012 et décider si l'EN perdra encore 14000 postes à la rentrée prochaine. La forte mobilisation des personnels a permis de mettre en lumière la triste réalité de nos écoles et établissements. Suffira-t-elle à infléchir le vote de nos députés ?

L'interpellation faite aux députés et parlementaires de la Manche, a été l'occasion de leur rappeler leur prise de position du 25 janvier :

Lettre des parlementaires Gosselin, Cousin, Huet, Bizet et Legrand au ministre de l'éducation : " nous constatons que les diminutions successives du nombre d'enseignants de ces dernières années ont atteint un seuil en deça duquel il n'est plus possible d'aller"

Le rassemblement devant la permanence du député de St-Lô a clairement souligné que le grand écart de nos parlementaires n'est pas acceptable. On ne peut pas voter à Paris la casse du service public et la déplorer quand on est de retour dans son département.